

## AVENANT N° 1

### A L'ACCORD DU 18 FEVRIER 2004 RELATIF AU FINANCEMENT PAR L'ASSURANCE CHOMAGE DE POINTS DE RETRAITE

Le Mouvement des Entreprises de France (**MEDEF**),

La Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (**CGPME**),

L'Union Professionnelle Artisanale (**UPA**),

d'une part,

La Confédération française Démocratique du Travail (**CFDT**),

La Confédération française des Travailleurs Chrétiens (**CFTC**),

La Confédération française de l'Encadrement (**CFE-CGC**),

La Confédération générale du Travail Force Ouvrière (**CGT-FO**),

La Confédération générale du Travail (**CGT**),

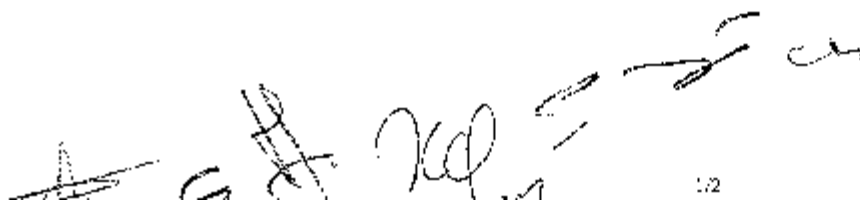
d'autre part,

Vu l'Accord du 18 février 2004 relatif au financement par l'assurance chômage de points de retraite complémentaire,

Vu la Convention du 27 avril 2005 relative à la Convention de reclassement personnalisé,

Vu le protocole du 2 janvier 2004 modifié, prévoyant l'attribution d'avantages de retraite complémentaire au titre des périodes de chômage,

Convient de ce qui suit :



**- Article 1er -**

Il est inséré à l'article 1<sup>er</sup>, le paragraphe suivant :

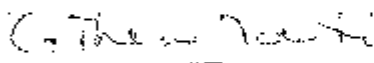
*« Les bénéficiaires des allocations visées par la Convention du 27 avril 2005 relative à la convention de reclassement personnalisé acquièrent des points de retraite complémentaire dans les conditions précisées par l'article 2. »*

**- Article 2 -**

Le présent avenant est déposé en cinq exemplaires à la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris.

Fait à Paris, le 27 avril 2005

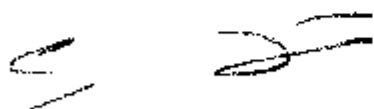
Pour le MEDEF :



Pour la CGPME :



Pour l'UPA :



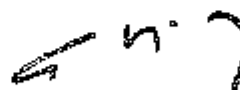
Pour la CFDT :



Pour la CFE-CGC :



Pour la CFTC :



Pour la CGT-FO :



Pour la CGT :

